

nôtre, personne ne peut gouverner contre la volonté de la nation.» Après avoir exprimé sa conviction que la Grande-Duchesse, le cas échéant, s'inspirera des traditions «de tolérance et de scrupuleux respect pour notre pacte fondamental», l'orateur se voit apostrophé par Welter en ces termes: «Une belle oraison funèbre du parti libéral mort depuis longtemps . . . C'est la fusion du parti libéral et catholique.» A quoi Robert Brasseur riposte: «Il n'est pas donné à tout le monde de se suicider politiquement comme le parti socialiste vient de le faire dans le présent débat.» Et Welter de répondre: « Pour nous c'est une castration, ce n'est pas un suicide.»

Plutôt sensationnel fut ce passage du discours du Ministre d'Etat où il est relaté ce qui s'était passé entre le prince Nicolas et son frère Adolphe, au moment où celui-ci monta sur le trône du Grand-Duché. Le Grand-Duc aurait bien donné à son frère, sur sa demande, un titre princier luxembourgeois, mais non à sa femme et ses enfants. Quelques années plus tard, en 1900, Eyschen, mêlé à certaines négociations entre les trois derniers agnats, en était venu à souscrire à l'idée de ceux qui, dans le but de chercher un arrangement, auraient voulu donner un titre princier à l'épouse du prince Nicolas et à son fils, le comte de Merenberg, tout en faisant accepter par le prince Nicolas, une renonciation en due forme.

«Mais le Grand-Duc, lorsqu'on lui a parlé de la condition que le nom et le rang de la famille de Nassau devraient passer du côté des Merenberg, a refusé catégoriquement. Je lui dis que de cette façon il refusait peut-être aussi la succession à sa propre descendance. Il a répondu: la Providence en décidera.»

Après le discours de Paul Eyschen on croit voir le radeau avec les sept socialistes s'éloigner de plus en plus de la terre ferme et vaguer, solitaire, vers des contrées nébuleuses.

Welter essaye encore de se cramponner au majorat, mais Eyschen répond: «Est-ce que notre Constitution qui est postérieure à ce majorat et qui l'a toujours reconnu, serait tout d'un coup contraire au majorat?» et, une fois de plus, il insiste sur l'indivisibilité entre la couronne et le majorat. Pour discréditer définitivement le prétendant, le Ministre d'Etat rappelle les efforts faits par le comte de Merenberg pour se créer des alliés parmi les autres membres de la famille de Nassau (le prince héritier de Suède, le prince de Bulow), ainsi que ses calomnies lancées contre la Chambre et le pays luxembourgeois dans les journaux allemands.

Où Welter, timidement, se rencontre avec Paul Eyschen, c'est quand — après avoir dénié que les socialistes avaient «applaudi» le comte de Merenberg — il concède que si le prétendant croit avoir des droits, il aille les plaider devant les tribunaux. Mais dès qu'il s'agit de procéder au vote sur la motion de mettre fin aux débats, Welter s'y oppose. On se met pourtant d'accord de clôturer la discussion générale et l'on passe à la discussion de l'article unique du projet.<sup>13)</sup>

Dans la séance du lendemain, Welter essaie de placer Rehm, en la conclusion de son avis, en contradiction avec les principes de son «Moder-